

**Art. 8.** Les délais visés à l'article 35, premier alinéa, et à l'article 49, premier alinéa, du Décret sur le permis d'environnement, qui déterminent quand il peut être fait usage d'un permis d'environnement, accordés à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'à la date de fin visée à l'article 3, premier alinéa, 2°, le cas échéant prolongée conformément à l'article 3, deuxième alinéa, sont prolongés de trente jours.

**Art. 9.** Le Ministre peut prolonger les délais visés aux articles 4 à 8.

Toutefois, cette prolongation ne peut pas dépasser la durée maximale de l'urgence civile, y compris une prolongation éventuelle, telle que fixée par le Gouvernement flamand en application de l'article 4, § 1, premier alinéa du Décret d'urgence.

L'arrêté ministériel prolongeant les délais visés au premier alinéa est publié par :

- 1° un avis au *Moniteur belge* ;
- 2° un avis sur le site internet du département de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire ;
- 3° un avis sur le site internet du Service des Juridictions administratives.

#### CHAPITRE 3. — *Ajustements procéduraux*

**Art. 10.** Les enquêtes publiques en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont suspendues et seront poursuivies après le 24 avril 2020.

Les objections introduites pendant la période de suspension sont considérées comme recevables.

De nouvelles enquêtes publiques ne peuvent être organisées qu'après le 24 avril 2020.

Les communes tiennent à jour sur leur site internet les informations relatives aux dates de début et de fin des enquêtes publiques. Lorsque la commune a été chargée, en application de l'article 67 du Décret sur le permis d'environnement, de mener une enquête publique, elle tient l'autorité compétente au courant des dates de début et de fin des enquêtes publiques.

Le Ministre peut prolonger les délais visés aux premier et deuxième alinéas.

Toutefois, cette prolongation ne peut pas dépasser la durée maximale de l'urgence civile, y compris une prolongation éventuelle, telle que fixée par le Gouvernement flamand en application de l'article 4, § 1, premier alinéa du Décret d'urgence.

L'arrêté ministériel prolongeant les délais visés au troisième alinéa est publié par :

- 1° un avis au *Moniteur belge* ;
- 2° un avis sur le site internet du département de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire.

**Art. 11.** Lors du traitement des demandes de permis ou des recours administratifs relevant du champ d'application de l'article 3, l'autorité compétente, le fonctionnaire environnement provincial ou régional ou le président du comité des permis d'environnement peuvent, le cas échéant, décider de ne tenir les auditions que par écrit, par téléconférence ou par vidéoconférence.

Le président du comité des permis d'environnement peut, le cas échéant, décider d'organiser une réunion par téléconférence ou vidéoconférence lors du traitement des demandes de permis ou des recours administratifs relevant du champ d'application de l'article 3.

**Art. 12.** Pour les demandes ou les recours administratifs relevant du champ d'application de l'article 3, les avis émis hors délai ou non émis ne sont pas considérés comme tacitement favorables, mais il peut être passé outre à l'obligation d'avis. Toutefois, la possibilité de recours visée à l'article 53, 3° du Décret sur le permis d'environnement est maintenue, même si l'avis est émis hors délai ou n'a pas été émis.

**Art. 13.** Par dérogation à l'article 12 de l'Arrêté de procédure RIE, les avis émis hors délai ou non émis ne sont pas considérés comme tacitement favorables pour les demandes relevant du champ d'application de l'article 3. Toutefois, il peut être passé outre à l'obligation d'avis.

#### CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

**Art. 14.** Le présent arrêté produit ses effets à partir du 24 mars 2020.

**Art. 15.** Le ministre flamand compétent pour l'environnement et l'aménagement du territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 mars 2020.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien,  
de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,  
Z. DEMIR

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/30425]

#### 26 MARS 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20;

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant l'urgence qui ne permet pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ramené à cinq jours en raison, notamment, de l'évolution très rapide de la situation en Belgique et dans les Etats proches du franchissement du seuil d'une pandémie, décrété par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), du temps d'incubation du coronavirus COVID-19 et de l'augmentation de la taille et du nombre des chaînes de transmission secondaires; par conséquent, il est indispensable de prendre les mesures nécessaires sans délai;

Considérant que dans ce contexte de crise sanitaire exceptionnelle, il est nécessaire de suspendre l'organisation du contrôle technique des véhicules;

Qu'une décision de suspension de l'activité doit être accompagnée de mesures liées à la prolongation de la validité des certificats de validité de contrôle technique;

Considérant que les premiers dispositifs liés à la crise sanitaire ont entraîné des perturbations au sein des stations de contrôle technique depuis déjà plusieurs semaines;

Que seuls les contrôles sur rendez-vous étaient encore organisés au détriment de certains usagers;

Qu'il convient, dès lors, de faire rétroagir les mesures liées à la prolongation des périodes de validité au 1<sup>er</sup> mars 2020;

Que l'effet rétroactif de la mesure bénéficie aux intéressés et se justifie;

Sur proposition de la Ministre de la Fonction publique et de la Sécurité routière;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les activités de contrôle technique sont suspendues sauf pour les exceptions déterminées par la Ministre de la Fonction publique et de la Sécurité routière ou son délégué.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Les premiers contrôles périodiques et les contrôles non périodiques prévus respectivement aux articles 23<sup>ter</sup> et 23<sup>sexies</sup>, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, sont postposés de 6 mois pour les véhicules dont cette période est échue depuis le 1<sup>er</sup> mars 2020.

La période de validité des certificats de contrôle technique délivrés conformément à l'article 23<sup>decies</sup>, § 1<sup>er</sup> et § 2, du même arrêté royal échue depuis le 1<sup>er</sup> mars 2020 est prolongée de 6 mois.

§ 2. L'application du paragraphe 1<sup>er</sup> n'occasionne pas de modification du cycle des contrôles périodiques.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 18 mars 2020.

**Art. 4.** La Ministre de la Fonction publique et de la Sécurité routière est chargée de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 26 mars 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/30425]

#### 26. MÄRZ 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1985 über die technischen Anforderungen, denen jedes Fahrzeug für den Transport auf dem Landweg, seine Bestandteile und sein Sicherheitszubehör entsprechen müssen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2018 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör;

Aufgrund von Artikel 3 § 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Dringlichkeit, die es nicht erlaubt, das Gutachten der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates innerhalb einer auf fünf Tage verkürzten Frist abzuwarten, insbesondere aufgrund der sehr schnellen Entwicklung der Situation in Belgien und in den Staaten, die kurz vor dem Überschreiten der Schwelle einer Pandemie stehen, die von der Weltgesundheitsorganisation (WHO) verordnet wurde, der Inkubationszeit des Coronavirus COVID-19 und der Zunahme des Umfangs und der Anzahl der sekundären Übertragungsketten; folglich ist es unerlässlich, unverzüglich die notwendigen Maßnahmen zu ergreifen;

In Erwägung der Tatsache, dass es in diesem Kontext einer außergewöhnlichen Gesundheitskrise notwendig ist, die Organisation der technischen Kontrolle von Fahrzeugen auszusetzen;

Dass eine Entscheidung über die Aussetzung der Tätigkeit mit Maßnahmen zur Verlängerung der Gültigkeitsdauer der Prüfbescheinigungen der technischen Kontrolle einhergehen muss;

In der Erwägung, dass die ersten Maßnahmen im Zusammenhang mit der Gesundheitskrise bereits seit mehreren Wochen zu Störungen in den technischen Prüfstellen geführt haben;

Dass nur noch die Kontrollen im Rahmen einer Terminvereinbarung organisiert wurden, zum Nachteil bestimmter Nutzer;

Dass demzufolge die Maßnahmen im Zusammenhang mit der Verlängerung der Gültigkeitsdauer rückwirkend ab dem 1. März 2020 anzuwenden sind;

Dass die Rückwirkung der Maßnahme den Betroffenen zugutekommt und gerechtfertigt ist;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst und die Verkehrssicherheit;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Aktivitäten der technischen Kontrolle werden ausgesetzt, außer in Ausnahmefällen, die von der Ministerin für den öffentlichen Dienst und die Verkehrssicherheit oder ihrem Beauftragten festgelegt werden.

**Art. 2** - § 1. Die regelmäßigen Kontrollen und die nicht regelmäßigen Kontrollen nach Artikel 23ter bzw. Artikel 23sexies § 1 Ziffer 5 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör werden für Fahrzeuge, bei denen dieser Zeitraum seit dem 1. März 2020 abgelaufen ist, um 6 Monate verschoben.

Die seit dem 1. März 2020 abgelaufene Gültigkeitsdauer der gemäß Artikel 23decies § 1 und § 2 desselben Königlichen Erlasses ausgestellten Prüfbescheinigungen der technischen Kontrolle wird um 6 Monate verlängert.

§ 2. Die Anwendung von Paragraf 1 bewirkt keine Änderung des Zyklus der regelmäßigen Kontrollen.

**Art. 3** - Der vorliegende Erlass wird am 18. März 2020 wirksam.

**Art. 4** - Die Ministerin für den öffentlichen Dienst und die Verkehrssicherheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. März 2020

Für die Regierung :

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/30425]

**26 MAART 2020. — Besluit van de Waalse Regering houdende noodmaatregelen  
inzake technische keuring**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen;

Gelet op besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de dringendheid die het niet mogelijk maakt het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State af te wachten binnen een tot vijf dagen beperkte termijn, met name vanwege de zeer snelle ontwikkeling van de situatie in België en in de staten die de drempel van een pandemie, afgekondigd door de Wereldgezondheidsorganisatie (WGO), naderen, de incubatietijd van het coronavirus COVID-19 en de toename van de omvang en het aantal van de secundaire transmissieketens; het is dan ook van essentieel belang dat de nodige maatregelen onverwijld worden genomen;

Overwegende dat het in deze context van uitzonderlijke gezondheids crisis noodzakelijk is de organisatie van de technische keuring van voertuigen op te schorten;

Dat een besluit om de activiteit op te schorten vergezeld moet gaan van maatregelen met betrekking tot de verlenging van de geldigheid van de keuringsbewijzen;

Overwegende dat de eerste maatregelen in verband met de gezondheids crisis al enkele weken tot verstoringen in de technische keuringsstations hebben geleid;

Dat alleen de controles op afspraak nog werden georganiseerd ten nadele van bepaalde gebruikers;

Dat het daarom noodzakelijk is om de maatregelen met betrekking tot de verlenging van de geldigheidsduur met terugwerkende kracht tot 1 maart 2020 te laten gelden;

Dat de terugwerkende kracht van de maatregel ten goede komt aan de betrokkenen en gerechtvaardigd is;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en Verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De activiteiten op het gebied van de technische keuring worden opgeschort, behoudens uitzonderingen die door de Minister van Ambtenarenzaken en Verkeersveiligheid of zijn afgevaardigde worden vastgesteld.

**Art. 2.** § 1. De eerste periodieke keuringen en de niet-periodieke keuringen voorzien in respectievelijk artikel 23ter en artikel 23sexies, § 1, 5°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, worden met 6 maanden uitgesteld voor voertuigen waarvan deze termijn sinds 1 maart 2020 is verstreken.

De geldigheidsduur van de keuringsbewijzen die worden afgegeven overeenkomstig artikel 23decies, § 1 en § 2, van hetzelfde koninklijk besluit, die op 1 maart 2020 afliep, wordt met 6 maanden verlengd.

§ 2. De toepassing van paragraaf 1 mag niet leiden tot een wijziging van de cyclus van de periodieke keuringen.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking op 18 maart 2020.

**Art. 4.** De Minister van Ambtenarenzaken belast met Verkeersveiligheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 maart 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2020/30426]

**26 MARS 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2020 relatif à l'octroi d'indemnités compensatoires dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, article 10;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes;

Vu le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2020 relatif à l'octroi d'indemnités compensatoires dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19;

Vu le rapport du 18 mars 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 mars 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 mars 2020;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité qui s'est réuni les 10, 12, et 17 mars 2020;